

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2008

LE REcul DE L'ACTIVITÉ PÉNALISE L'EMPLOI

Au 2^{ème} trimestre 2008, le PIB a diminué de -0,3 %, après avoir progressé de +0,4 % au 1^{er} trimestre 2008. Ce repli de l'activité s'est accompagné d'un recul de l'emploi. Dans le secteur marchand non agricole, l'emploi salarié a baissé de -29 000 postes, après une hausse de +48 000 postes au 1^{er} trimestre. L'industrie a continué de détruire des emplois (-15 000), et la construction d'en créer (+4 000), quoique sur un rythme beaucoup moins soutenu qu'aux trimestres précédents. Dans le tertiaire, l'emploi a diminué ce trimestre (-18 000), sous l'effet de la très forte baisse de l'intérim (-49 000). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a poursuivi son repli au 2^{ème} trimestre 2008, avec -42 000 bénéficiaires après -13 000 au trimestre précédent. L'emploi total dans l'ensemble de l'économie aurait ainsi reculé de -45 000 postes estimés au 2^{ème} trimestre, après +57 000 au 1^{er} trimestre et un total de +359 000 postes sur l'ensemble de l'année 2007. De fin juin 2007 à fin juin 2008, les créations d'emploi total se sont établies à +165 000 et celles d'emploi salarié des secteurs concurrentiels à +188 000 postes. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT est resté stable à 7,2 % de la population active en France métropolitaine au 2^{ème} trimestre 2008, interrompant ainsi la baisse continue observée depuis début 2006. Dans la zone euro, le taux de chômage au sens du BIT s'est établi à 7,3 % au 2^{ème} trimestre 2008, soit 0,1 point de plus qu'au trimestre précédent. Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE toutes catégories confondues est resté globalement stable au 2^{ème} trimestre 2008.

L'activité se contracte

L'activité en France s'est contractée au 2^{ème} trimestre 2008 (-0,3 %) après avoir progressé de +0,4 % aux deux trimestres précédents. À l'issue du 2^{ème} trimestre, « l'acquis de croissance » pour 2008 (1) s'élève à +0,9 %. Sur la base des comptes annuels de la Nation, la croissance du PIB s'est établie à +2,2 % en moyenne annuelle en 2007 comme en 2006, en données brutes.

La demande intérieure hors stocks s'est repliée, contribuant négativement à la croissance (-0,2 point au 2^{ème} trimestre 2008, après +0,1 point au trimestre précédent). La consommation des ménages a légèrement baissé, comme au trimestre précédent (-0,1 %), tandis que l'investissement des entreprises et des ménages a reculé (respectivement -0,9 % et -2,9 %).

L'activité a été en outre pénalisée par un repli marqué des exportations (-1,7 % au 2^{ème} trimestre 2008 après +2,6 % au trimestre précédent) qui, dans un contexte de baisse limitée des importations (-0,3 % après +1,7 %), a engendré une contribution nettement négative des échanges extérieurs à la croissance (-0,4 point après +0,2 point).

En revanche, les stocks ont contribué à soutenir la croissance (+0,3 point après +0,1 point au 1^{er} trimestre 2008).

Dans la zone euro, l'activité s'est également détériorée au 2^{ème} trimestre 2008 (-0,2 % après +0,7 % au 1^{er} trimestre 2008). L'économie allemande a enregistré un net recul de son activité (-0,5 %), après il est vrai un 1^{er} trimestre exceptionnel dopé par un boom de l'investissement en construction lié à des conditions climatiques inhabituellement favorables. L'activité a pour-

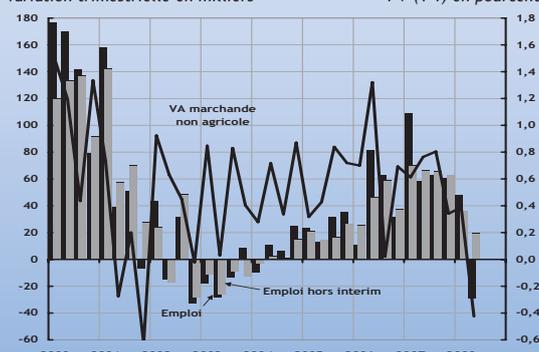
(1) - C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2008 que l'on observerait si l'activité se maintenait, d'ici la fin de l'année, à son niveau du 2^{ème} trimestre.

Graphique 1

Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles

Variation trimestrielle en milliers

T / (T-1) en pourcentage



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources :
Dares, Insee, Unédic.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES RELATIONS SOCIALES,
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES,
DE LA FAMILLE
ET DE LA SOLIDARITÉ

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs Fin de trimestre	2008	2007				2008				2007	2008
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) *	En %
	Niveau	Variations trimestrielles									
Secteur marchand non agricole (1)	16 038	109	59	63	61	48	-29			1,9	0,9
Dont :											
Industrie	3648	-9	-11	-16	-11	-12	-15			-1,2	-1,4
Construction	1495	15	13	20	13	12	4			4,3	3,4
Tertiaire	10 895	102	57	59	59	48	-18			2,6	1,4
Dont intérim	620	39	-7	-2	-2	12	-49			4,3	-6,1
Autres (2)	9 594	21	18	15	14	9	-16			0,7	0,2
Dont :											
Non marchand aidé (3)	192	19	-29	-2	-30	-13	-42			-14,9	-31,3
Non marchand privé (4)	2101	13	6	8	15	13	10			2,0	2,2
Emploi total	25 632	130	76	78	75	57	-45			1,4	0,6
Dont :											
Emploi salarié des secteurs concurrentiels (1)+(4)	18 139	122	65	71	75	61	-19			1,9	1,0

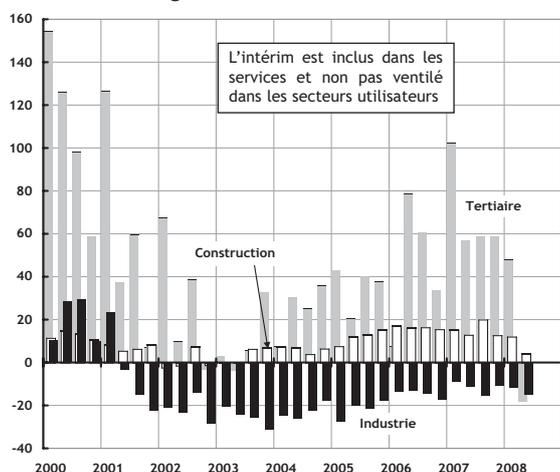
Sources : Dares, Insee, Unédic.

* Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007, 2^{ème} trimestre pour 2008).

(1) - EB-EP. - (2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs. - (3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CAV), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes. - (4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles

Variation trimestrielle en milliers



Sources : Dares, Insee, Unédic.

sui son ralentissement au Royaume-Uni (+0,0 % après +0,3 %) et en Espagne (+0,1 % après +0,3 %), en raison des difficultés particulières de leurs secteurs financiers et immobiliers. En Italie comme en France, l'activité s'est repliée de -0,3 % au 2^{ème} trimestre 2008. En glissement annuel, la croissance de la zone euro s'est portée à +1,4 %, après +2,1 % au trimestre précédent. Aux États-Unis, la croissance s'est établie à +2,2 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre 2008, après +2,5 % au trimestre précédent.

L'emploi salarié marchand recule du fait de l'intérim

Pour la première fois depuis début 2004, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (SMNA) a reculé, en lien avec la contraction de l'activité ce trimestre. Les estimations révisées de l'Insee et de la Dares font état d'un repli de l'emploi SMNA de -29 000 postes au 2^{ème} trimestre 2008, après une augmentation de +48 000 postes au 1^{er} trimestre 2008 et une progression moyenne de +73 000 par trimestre en 2007 (graphique 1).

L'emploi s'est notamment replié dans le tertiaire principalement marchand y compris intérim, avec une perte de -18 000 postes au 2^{ème} trimestre 2008, après une progression de +48 000 au 1^{er} trimestre 2008. Le recul de l'emploi dans ce secteur a résulté principalement d'une baisse sans précédent de l'emploi intérimaire (-49 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après +12 000 au 1^{er} trimestre 2008, graphique 3), qui a entraîné une diminution de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises dans lequel l'intérim est comptabilisé (-40 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après +27 000 au trimestre précédent). Hors intérim, l'emploi dans le secteur des ser-

Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclarations des agences d'intérim).

vices aux entreprises a cependant continué de progresser, mais à un rythme moindre : +8 000 postes au 2^{ème} trimestre 2008 après +15 000 au 1^{er} trimestre 2008 et +17 000 en moyenne par trimestre en 2007. L'emploi dans le secteur des services aux particuliers a résisté (+14 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après +12 000 au trimestre précédent), mais en progressant à un rythme ralenti par rapport à 2007 (+18 000 en moyenne par trimestre en 2007). Hors intérim, dans le tertiaire principalement marchand, seul le secteur des activités immobilières a enregistré des destructions d'emploi ce trimestre (-3 000 après +2 000 au 1^{er} trimestre 2008).

Le recul de l'emploi industriel hors intérim s'est poursuivi, avec -15 000 postes au 2^{ème} trimestre 2008, après -12 000 au 1^{er} trimestre 2008 et une baisse en moyenne de -12 000 par trimestre en 2007. Les créations d'emploi dans la construction, particulièrement dynamiques depuis plusieurs trimestres, ont nettement faibli au 2^{ème} trimestre 2008 : +4 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après +12 000 au 1^{er} trimestre 2008, et +15 000 en moyenne par trimestre en 2007.

Les contrats aidés dans le secteur non marchand ont à nouveau pesé sur l'emploi total. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand a en effet reculé de -42 000 au 2^{ème} trimestre 2008, après avoir baissé de -13 000 au trimestre précédent, en raison pour partie de l'arrivée à échéance de nombreux contrats d'avenir à l'Éducation nationale en juin, reconduits seulement en juillet. L'emploi salarié privé des secteurs principalement non marchands a progressé pour sa part de +10 000, après +13 000 au trimestre précédent.

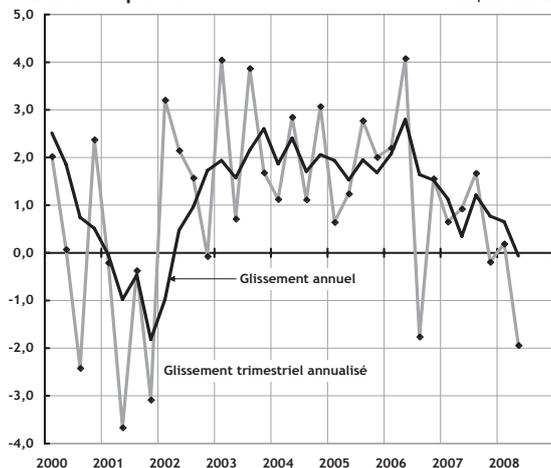
Tableau 2

Évolutions des salaires de base et des prix

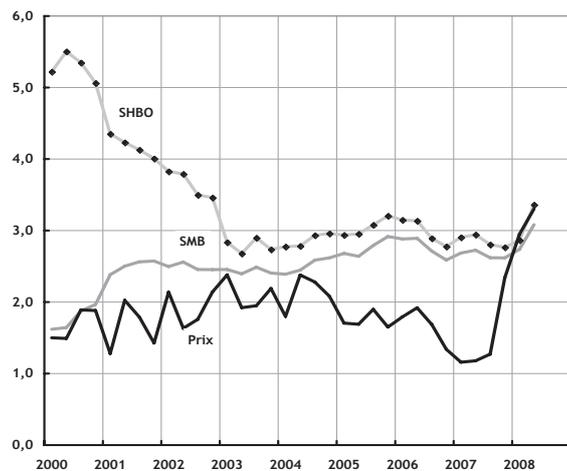
		2007				2008				2007	2008
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4) *
Variations trimestrielles en %											
Salaire Horaire de Base Ouvrier (1) (SHBO)		0,9	0,6	0,9	0,3	1,0	1,1			2,8	3,4
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (1) (SMBO)		0,9	0,6	0,9	0,3	1,0	1,1			2,7	3,3
Salaire Mensuel de Base (1) (SMB)		0,9	0,6	0,7	0,3	1,1	0,9			2,6	3,1
Salaire Moyen Par Tête (2) (SMPT)		1,2	0,1	0,6	0,8	1,2	0,5			2,7	3,0
Prix à la consommation (3)		0,1	1,0	0,2	1,0	0,7	1,4			2,3	3,3
Évolution du SMPT en euros constants		1,1	-0,9	0,4	-0,2	0,5	-0,9			0,4	-0,3

(*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2^{ème} trimestre pour 2008).

Sources : Dares, Insee.

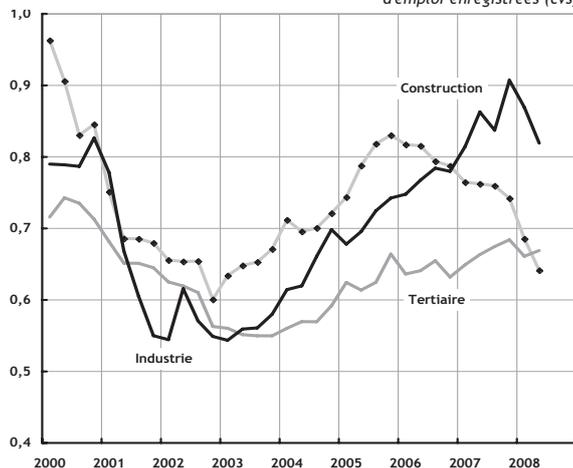
Graphique 4 Productivité par tête $T/(T-4)$ en pourcentage - $T/(T-1) \times 4$ en pourcentage

Champ : Secteurs principalement marchands non agricoles.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 Salaires et indice des prix à la consommation $T/(T-4)$ en pourcentage

Sources : Dares, Insee.

Graphique 6 Tensions sur le marché du travail Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Dares, ANPE.

(1) : Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés du secteur principalement marchand non agricole. - (2) : Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole. - (3) : Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble y compris tabac, France entière, moyenne trimestrielle.

Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie se serait replié de -45 000 postes estimés au 2^{ème} trimestre 2008, après une progression de +57 000 postes au 1^{er} trimestre et d'un total de +359 000 postes sur l'ensemble de l'année 2007. Sur un an, de la fin du 2^{ème} trimestre 2007 à la fin du 2^{ème} trimestre 2008, les créations nettes d'emploi se seraient ainsi élevées à +165 000 postes, soit +0,6 % en glissement annuel, et à +188 000 postes dans l'ensemble des secteurs concurrentiels (+1,0 %), à savoir les secteurs marchands non agricoles et les entreprises et associations privées des secteurs non marchands (tableau 1).

Des salaires de base toujours dynamiques mais qui ne compensent pas l'inflation

En 2007, l'emploi s'était avéré plus dynamique qu'attendu au vu des estimations de croissance de l'Insee et de l'effet estimé des politiques de l'emploi, et avait conduit à de très faibles gains de productivité. Au 2^{ème} trimestre 2008, le recul de l'activité a été accompagné d'un repli de l'emploi. Au total, dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête a diminué de -0,1 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre 2008 après avoir progressé de +0,7 % au 1^{er} trimestre 2008.

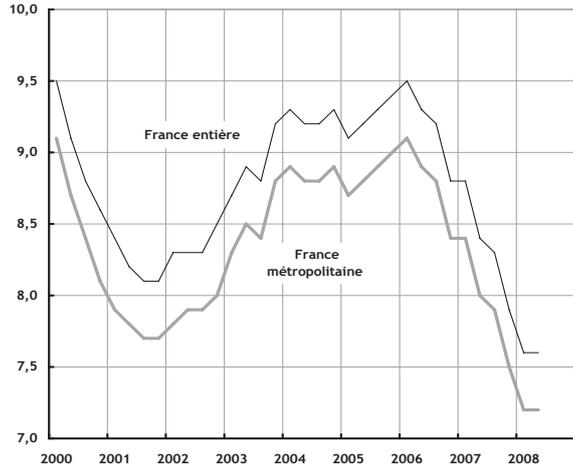
Compte tenu de la revalorisation du Smic anticipée intervenue au 1^{er} mai 2008 (encadré 1), les salaires de base se sont montrés dynamiques ce trimestre. Le salaire mensuel de base (SMB) a progressé de +0,9 % en données brutes au 2^{ème} trimestre 2008 après +1,1 % au trimestre précédent, portant son glissement annuel à +3,1 % contre +2,7 % au trimestre précédent (tableau 2, graphique 5). Le glissement annuel du salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) est resté plus soutenu que celui du SMB : +3,4 % au 2^{ème} trimestre 2008, après +2,9 % au 1^{er} trimestre 2008. Cette progression des salaires est cependant restée inférieure à l'inflation en glissement annuel.

En effet, au 2^{ème} trimestre 2008, les prix à la consommation ont progressé de +3,3 % en glissement annuel (2), après +2,9 % au trimestre précédent. Cette accélération des prix tient en grande partie au renchérissement des produits énergétiques (+15,4 % en glissement annuel) et alimentaires (+5,6 %). Dans ce contexte, le salaire moyen par tête dans le secteur marchand non agricole a baissé de -0,3 % en euros constants en glissement annuel au 2^{ème} trimestre 2008, comme au trimestre précédent.

Les tensions sur le marché du travail ont diminué au 2^{ème} trimestre 2008 mais de façon moins prononcée qu'au 1^{er} trimestre (graphique 6). Ce relâchement des tensions au cours du semestre résulte du repli des offres et de la poursuite de la hausse des demandes enregistrées toutes catégories confondues. Les indicateurs de tension dans les métiers industriels se sont repliés, prolongeant ainsi la baisse marquée amorcée au 1^{er} trimestre 2008. Dans les métiers de la construction, les indicateurs de tensions ont poursuivi leur repli rapide amorcé depuis le début de l'année 2006. En revanche, dans les métiers du ter-

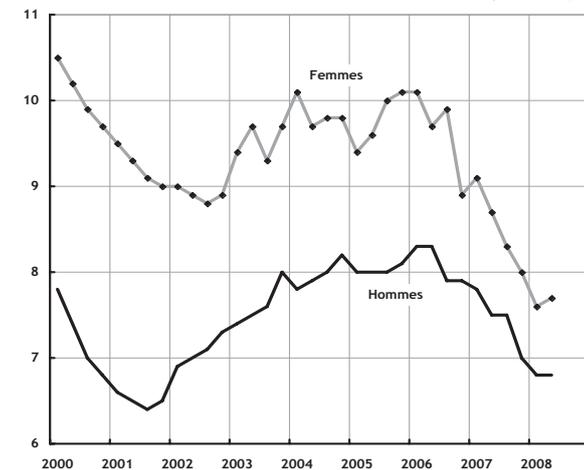
(2) - Moyenne des trois indices mensuels du 2^{ème} trimestre 2008 de l'Indice national des Prix à la Consommation y compris tabac, de l'ensemble des ménages de la France entière (métropole + DOM) rapportée à sa moyenne au 2^{ème} trimestre 2007. L'inflation est ici mesurée en moyenne sur le trimestre, afin de l'utiliser comme déflateur pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (SMPT), lui-même estimé en moyenne sur le trimestre.

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT en France En pourcentage



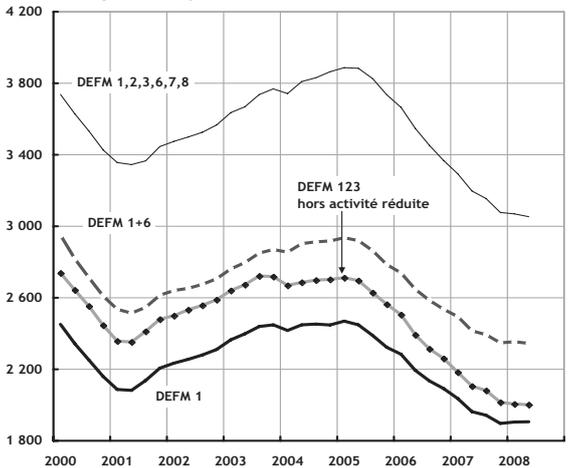
Source : Insee.

Graphique 8
Taux de chômage au sens du BIT par sexe En pourcentage



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee.

Graphique 9
Demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE par catégorie Milliers cvs



Sources : Dares, ANPE.

taire, les indicateurs de tensions sur le recrutement ont légèrement augmenté au 2^{ème} trimestre 2008, après avoir baissé au 1^{er} trimestre (graphique 6).

Poursuite du repli du nombre de bénéficiaires de dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi

Au 2^{ème} trimestre 2008, l'effectif des bénéficiaires de contrats aidés, stages de formation et des dispositifs de retraits d'activité est en net recul : -53 000 après -30 000 au 1^{er} trimestre 2008 (tableau 3). Cette forte baisse est imputable pour moitié environ aux Contrats d'Avenir (CAV), dont les sorties enregistrées au titre du mois de juin ont été très nombreuses. Ces contrats ont toutefois été reconduits en grande partie en juillet et le nombre de bénéficiaires de CAV a retrouvé, fin juillet, un niveau comparable à celui de la fin du 1^{er} trimestre. Une fois pris en compte ce facteur de calendrier exceptionnel, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés, de stages de formation et de dispositifs de retraits d'activité, affiche toujours un repli, mais d'ampleur moins marquée (environ -30 000). Les sorties soutenues de Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) ainsi que le recul du nombre des bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité continuent en effet de peser sur les résultats d'ensemble.

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a amplifié son reflux : -42 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après -13 000 au trimestre précédent. Les entrées en Contrats d'Avenir (CAV) ont légèrement ralenti : 7 000 embauchés par mois en moyenne au 2^{ème} trimestre, après 7 600 au 1^{er} trimestre. La baisse sensible du nombre de bénéficiaires de CAV (-23 000) s'explique pour l'essentiel par les sorties massives de CAV enregistrées au mois de juin : 30 000 contre 7 000 en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année. Près de 25 000 sorties sont directement imputables à l'arrivée à échéance en juin des contrats signés en juillet 2007 dans l'Éducation nationale. De nouvelles embauches (dont 80 % de reconductions) ayant été concrétisées dès le mois de juillet, le reflux marqué du nombre de bénéficiaires au cours du 2^{ème} trimestre n'a été que transitoire : l'effectif des bénéficiaires de CAV a rebondi dès le mois de juillet (85 000 fin juillet contre 67 000 à la fin juin). Le nombre de bénéficiaires d'un CAE a, quant à lui, diminué pour le quatrième trimestre consécutif : -18 000 au 2^{ème} trimestre après -13 000 au 1^{er} trimestre. En effet, alors que les entrées en CAE ralentissaient au 2^{ème} trimestre (12 000 entrées par mois en moyenne contre 15 000 au trimestre précédent), les sorties sont restées soutenues (18 000 sorties par mois en moyenne après 19 000 au trimestre précédent). Par ailleurs, l'effectif des anciens emplois jeunes a reculé de -1 000 sur l'ensemble du trimestre, sous l'effet des toutes dernières sorties de ce dispositif.

Dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'est stabilisé au 2^{ème} trimestre 2008 : +3 000 après -7 000 au 1^{er} trimestre. En effet, alors que le reflux du nombre de bénéficiaires du Contrat Initiative Emploi (CIE) s'interrompait, les sorties de contrat Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprises (SEJE) ont été compensées par la progression du nombre de bénéficiaires de formation en alternance. Malgré la fusion du CIE et du SEJE au 1^{er} janvier 2008, les entrées en CIE sont restées modestes, bien qu'en hausse par rapport au 1^{er} trimestre : 9 000 embauches au 2^{ème} trimestre après 7 000 au trimestre précédent. Dans le même temps, 10 000 CIE arrivaient à échéance (7 000 au 2^{ème} trimestre au titre du nouveau CIE et 3 000 au titre de l'ancien CIE), conduisant à une stabilisation des effectifs en CIE (-1 000) au 2^{ème} trimestre. En revanche, le nombre de nouveaux CIE a augmenté (+2 000), interrompant ainsi la décrue continue du nombre de bénéficiaires de ce dispositif depuis le 3^{ème} trimestre 2006. Les sorties de SEJE ont quant à elles contribué au recul du nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé marchand à hauteur de -6 000 au 2^{ème} trimestre 2008. Comme c'est le cas traditionnellement à cette période de l'année, les embauches dans le cadre de la formation en alternance sont en net retrait par rapport aux deux derniers trimestres. Les entrées en Contrat de Professionnalisation sont en ligne avec celles observées un an plus tôt (25 000 contre 27 000 au 2^{ème} trimestre 2007), conduisant toutefois à un léger tassement du stock par rapport au 1^{er} trimestre 2008 (-2 000). Au contraire, le nombre d'apprentis a continué d'augmenter

Tableau 3

Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2007				2008				2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées										
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	196	133	173	284	168	110			13,1	-17,3
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	57	52	51	46	26	26			10,7	-50,3
Contrat initiative emploi	15	12	6	4	7	9				
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	22	20	28	24	0	0				
Formations en alternance	102	43	88	211	107	45			6,1	3,0
Contrat d'apprentissage (2)	64	16	56	141	63	19				
Contrats de qualification et assimilés (3)	0	0	0	0	0	0				
Contrat de professionnalisation	38	27	32	70	44	25				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (4)	30	30	27	19	29	33			35,2	11,8
Emplois aidés dans le secteur non marchand	99	80	106	80	68	58			0,7	-27,0
<i>Dont :</i> CES et CEC	1	0	0	0	0	0				
Contrats Emploi Jeunes	1	0	0	0	0	0				
Contrats d'Avenir	24	20	43	26	23	21				
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	73	59	62	53	45	37				
Formation des demandeurs d'emplois	140	138	136	139	139	139			4,1	0,6
<i>Dont :</i> Action préparatoire au recrutement (a)	4	4	4	4	4	6				
Retraits d'activité	29	25	22	24	26	21			-3,3	-15,6
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	28	24	22	23	25	21				
Ensemble (5)	464	377	438	527	401	329			5,8	-12,6
Effectifs de bénéficiaires										
Données cvs - Milliers et %	2008 T2	Variations trimestrielles des stocks						Stock T/(T-4) en %		
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 113	31	7	-5	-11	-7	3		2,2	-1,7
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	301	-14	-13	-13	-10	-22	-5		-10,4	-14,5
Contrat initiative emploi	62	-25	-21	-20	-20	-10	-1			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	116	4	2	4	7	-16	-6			
Formations en alternance	618	22	13	4	4	15	4		8,3	4,5
Contrat d'apprentissage (2)	416	13	4	-1	-2	7	6			
Contrats de qualification et assimilés (3)	0	-4	0	0	0	0	0			
Contrat de professionnalisation	202	12	9	4	6	8	-2			
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (4)	116	11	8	8	-1	1	5		33,4	12,7
Emplois aidés dans le secteur non marchand	192	19	-29	-2	-30	-13	-42		1,4	-31,3
<i>Dont :</i> CES et CEC	0	-6	-5	-5	-4	-1	0			
Contrats Emploi Jeunes	6	-9	-5	-4	-2	-1	-1			
Contrats d'Avenir	67	11	-21	21	2	2	-23			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	119	22	1	-14	-25	-13	-18			
Formation des demandeurs d'emplois	239	1	1	0	-1	0	2		1,2	0,1
<i>Dont :</i> Action préparatoire au recrutement (a)	3	2	0	0	0	0	1			
Retraits d'activité	392	-8	-9	-11	-8	-10	-15		-6,4	-10,2
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	365	-4	-5	-8	-5	-6	-12			
Ensemble (5)	1 937	42	-31	-19	-50	-30	-53		0,0	-7,3

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emplois et d'activité. - (2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés. - (3) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation. - (4) A partir du 1^{er} trimestre 2008, les flux d'entrées correspondant aux dossiers de demande d'ACCRE ainsi que les stocks sont des estimations. (5) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en rémunération ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

au 2^{ème} trimestre (+6 000). Avec 45 000 contrats d'apprentissage supplémentaires signés de la fin mars à la fin juin, le nombre de jeunes apprentis a atteint 416 000 en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 2^{ème} trimestre 2008 (406 000 en données brutes).

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un stage de formation à la fin du 2^{ème} trimestre 2008 progresse par rapport au trimestre précédent (+2 000). Cette hausse traduit un plus large déploiement de l'action préparatoire au recrutement. En effet, les entrées en rémunération, qui peinaient à dépasser les 4 000 par trimestre depuis le début 2007, ont atteint 6 000 au 2^{ème} trimestre 2008. En revanche, le nombre de bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité a continué de refluer (-12 000 après -6 000 le trimestre précédent), reflétant notamment le moindre recours aux dispenses de recherche d'emploi ainsi que le durcissement, depuis 2003, des conditions d'accès aux dispositifs de retraits d'activité, en particulier les préretraites, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail.

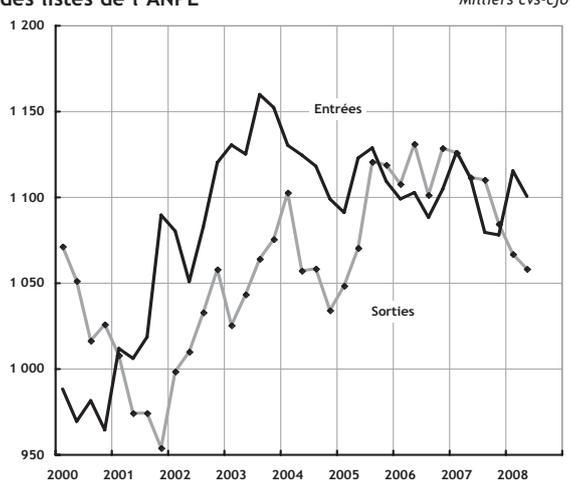
La baisse du taux de chômage au sens du BIT s'interrompt

Le taux de chômage au sens du BIT est resté stable à 7,2 % de la population active en France métropolitaine, en moyenne au 2^{ème} trimestre 2008 comme au trimestre précédent, d'après les données issues de l'enquête Emploi de l'Insee (graphique 7) (3). Interrompant une baisse continue depuis un point haut à 9,1 % début 2006, le chômage BIT se maintient ce trimestre à son plus bas niveau jamais atteint depuis fin 1983. Pour l'ensemble France métropolitaine et DOM, il s'est établi à 7,6 % de la population active en moyenne au 2^{ème} trimestre 2008 comme au trimestre précédent.

L'écart de taux de chômage entre hommes et femmes avait atteint au 1^{er} trimestre 2008 son plus bas niveau observé historiquement (graphique 8). Au 2^{ème} trimestre 2008, le taux de chômage des hommes en France métropolitaine a stagné à 6,8 %, tandis que celui des femmes a augmenté très légèrement (7,7 % après 7,6 % au 1^{er} trimestre 2008, tableau 4).

(3) Le taux de chômage BIT mesuré à partir de l'enquête Emploi est estimé à +/- 0,4 point près (Insee, [1]).

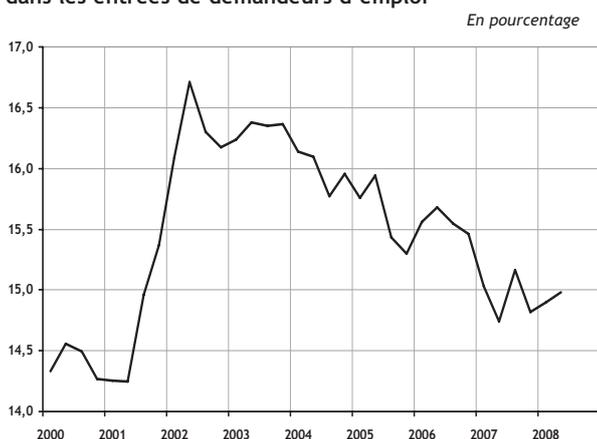
Graphique 10
Entrées et sorties des demandeurs d'emploi
des listes de l'ANPE



Pour des raisons tenant à la définition des entrées et sorties retenue par l'ANPE ainsi qu'à la méthode de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO), la différence entre les entrées et les sorties de catégorie 1 qui figurent sur ce graphique n'est pas comptablement égale à la variation des DEFM1 représentée dans le graphique 8.

Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, ANPE.

Graphique 11
Parts des licenciements, entrées en PAP anticipé ou en CRP
dans les entrées de demandeurs d'emploi

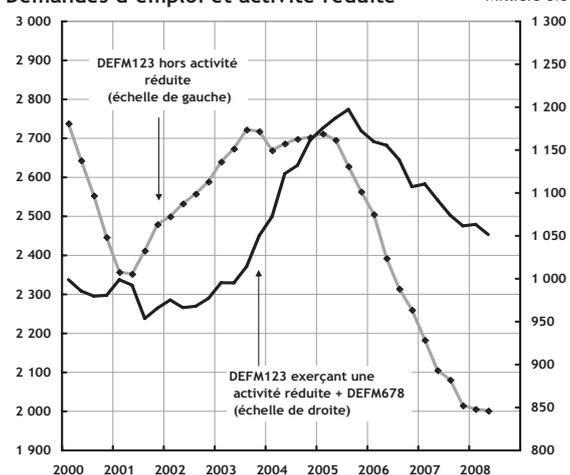


Entrées en DEFM :

- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;
 - en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP,
- en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.

Sources : Dares, ANPE.

Graphique 12
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, ANPE.

Si le taux de chômage BIT s'est avéré stable au niveau de l'ensemble de la population active, il s'est en revanche élevé pour les jeunes de moins de 25 ans de 17,4 % au 1^{er} trimestre 2008 à 18,3 % au 2^{ème} trimestre pour la France métropolitaine, cette hausse touchant plus fortement les hommes de moins de 25 ans (+1,2 point) que les femmes du même âge (+0,7 point) (tableau 4). En moyenne en 2007, le taux de chômage des jeunes s'était établi à 19,4 %. Cela ne signifie pas qu'un jeune sur cinq était au chômage, mais qu'un jeune actif sur cinq l'était. Seuls 35 % des 15-24 ans étaient actifs en moyenne en 2007. Rapportée à l'ensemble de la population des 15-24 ans, la part de jeunes au chômage s'est établie à 6,8 % en moyenne en 2007.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE tend à se stabiliser

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE tend à se stabiliser depuis le début de l'année 2008. Interrompant la très forte baisse qu'il avait enregistrée, toutes catégories confondues depuis la mi-2005, il ne recule que légèrement au 2^{ème} trimestre 2008 : -12 000 après -8 000 au 1^{er} trimestre et -68 000 en moyenne par trimestre de mi-2005 à fin 2007 (graphique 9, tableau 5).

Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 a reculé de -16 000 au 2^{ème} trimestre 2008, après -8 000 au trimestre précédent et un recul moyen de -73 000 par trimestre sur l'ensemble de l'année 2007 (tableau 5). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1,2,3 hors activité réduite s'est réduit de -4 000 au 2^{ème} trimestre 2008, après -9 000 au trimestre précédent et -61 000 par trimestre en moyenne en 2007. Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite a de nouveau reculé de -12 000 au 2^{ème} trimestre 2008 après une très légère augmentation au 1^{er} trimestre 2008 (+2 000) et une baisse moyenne de -11 000 par trimestre en 2007 (graphique 12). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) est quant à lui remonté de +1 000 au 2^{ème} trimestre 2008, après +8 000 au trimestre précédent et -49 000 en moyenne par trimestre au cours de l'année 2007.

Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, poursuit sa baisse, mais à un rythme moins soutenu que celui observé depuis la mi-2005 : -13 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE au 2^{ème} trimestre 2008 après -8 000 au 1^{er} trimestre et une baisse moyenne de -32 000 par trimestre en 2007.

Les entrées sur les listes de l'ANPE en catégorie 1 (4) ont baissé au 2^{ème} trimestre de -15 000 après avoir augmenté de +37 000 au 1^{er} trimestre 2008 (graphique 10). Ce mouvement s'observe quel que soit le motif d'enregistrement (entrées pour fin de CDD -9 000, pour licenciement économique -2 000, première entrée sur le marché du travail -2 000 notamment), à l'exception des entrées pour fin d'intérim qui augmentent de +6 000 ce trimestre, après +8 000 au trimestre précédent. Enfin la part des entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en Pare-PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP), a légèrement augmenté au 2^{ème} trimestre 2008 comme au trimestre précédent (graphique 11).

La baisse du nombre de sorties des listes de l'ANPE s'est poursuivie au 2^{ème} trimestre 2008, mais de façon moins marquée : -9 000 après -17 000 au trimestre précédent pour les DEFM 1+6. Alors qu'elles avaient baissé de -20 000 au 1^{er} trimestre 2008, les sorties pour absence au contrôle ont augmenté de +4 000 au 2^{ème} trimestre (5). Les sorties pour reprise d'emploi déclarée qui s'étaient avérées stables au 1^{er} trimestre ont baissé de -8 000 au 2^{ème} trimestre, tandis que les sorties pour entrée en stage ou pour radiation administrative sont restées à leur niveau du trimestre précédent.

(4) Par définition, on ne comptabilise pas d'entrée directe en catégories 6, 7 ou 8. Au moment où un demandeur d'emploi s'enregistre, on ignore en effet s'il exercera ou non une activité réduite de plus de 78 heures d'ici la fin du mois. Ainsi, un demandeur d'emploi qui vient de s'inscrire en catégorie 1 pourra en fin de mois soit être sorti des listes, soit se trouver comptabilisé en DEFM1 ou DEFM6, suivant qu'il aura ou non travaillé plus de 78 heures.

(5) A noter qu'une fraction importante des sorties pour absence au contrôle et pour radiation administrative sont des reprises d'emploi non déclarées (respectivement 50 % et 30 % environ selon les enquêtes sortants ANPE-Dares).

Tableau 4
Taux de chômage au sens du BIT

Moyennes trimestrielles, en % (données cvs)	2007				2008				2007 T-(T-4)* en pts de %	2008 T-(T-4)* en pts de %
	T1	T2	T3	T4	T1	T2 ^(p)	T3	T4		
Hommes	7,8	7,5	7,5	7	6,8	6,8			-0,9	-0,7
Moins de 25 ans	19,8	19	18,4	17,6	16,9	18,1			-3,8	-0,9
25-49 ans	6,8	6,7	6,7	6,2	6	5,6			-0,5	-1,1
Plus de 50 ans	5,9	5,1	5,2	4,7	4,8	5,3			-1	0,2
Femmes	9,1	8,7	8,3	8	7,6	7,7			-0,9	-1,0
Moins de 25 ans	23,4	20,4	18,7	18,9	18	18,7			-2,7	-1,7
25-49 ans	8,3	8,3	8,1	7,6	7,3	7,4			-0,8	-0,9
Plus de 50 ans	6,2	5,5	5,4	5,2	4,7	4,9			-0,6	-0,6
Ensemble	8,4	8	7,9	7,5	7,2	7,2			-0,9	-0,8
Moins de 25 ans	21,4	19,6	18,5	18,2	17,4	18,3			-3,3	-1,3
25-49 ans	7,5	7,4	7,3	6,9	6,6	6,5			-0,6	-0,9
Plus de 50 ans	6	5,3	5,3	5	4,8	5,1			-0,8	-0,2
Milliers / cvs	Niveau 2008-T2		Variations trimestrielles en milliers						Croissance T/(T-4)* en %	
Nombre de chômeurs BIT	2 027	28	-110	-44	-103	-82	19		-9,9	-9,4

Source :
Insee,
enquête Emploi

(p) : résultats provisoires. - Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus. - Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage. - Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.
(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2^{ème} trimestre pour 2008).

Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Données en fin de trimestre	2008		2007				2008				2007 T-(T-4)* en points de %	2008 T-(T-4)* en points de %
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Milliers / cvs	Niveau		Variations trimestrielles									
Ensemble des DEFM	3 448	-53	-82	-28	-102	-8	-12			-7,1	-4,2	
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 053	-74	-96	-42	-78	-8	-16			-8,6	-4,5	
DEFM 1+2+3 hors AR	2002	-77	-78	-25	-66	-9	-4			-10,8	-4,9	
DEFM exerçant une AR	1052	3	-19	-18	-13	2	-12			-4,1	-3,7	
Dont : courte (DEFM 1+2+3 en AR)	460	-15	-12	-4	-9	7	0			-8,0	-1,4	
longue (DEFM 6+7+8)	592	18	-7	-14	-4	-5	-12			-1,0	-5,4	
DEFM 4	174	-1	3	4	-12	1	6			-3,7	-0,9	
DEFM 5	220	22	12	11	-11	-1	-2			17,7	-1,7	
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	1906	-56	-74	-20	-45	8	1			-9,3	-2,9	
Dispensés de recherche d'emploi indemnisés(***)	365	-5	-6	-7	-5	-6	-12			-5,6	-7,7	
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégorie 1 (DELD)												
1 à 2 ans d'ancienneté	278	-30	-24	-15	-6	0	-6			-21,1	-8,9	
2 à 3 ans d'ancienneté	93	-12	-9	-9	-7	-6	-6			-25,9	-22,7	
Plus de 3 ans d'ancienneté	106	-6	-5	-3	-3	-3	-2			-13,8	-9,0	
Ensemble des DELD	477	-48	-38	-28	-16	-8	-13			-20,7	-12,0	

Sources :
Dares, ANPE,
Unédic.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite (AR) de plus de 78 heures dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2^{ème} trimestre pour 2008). - (**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [9], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que la catégorie 1. - (***) Données brutes.

Légère remontée du chômage dans la zone euro conjointement au ralentissement de l'activité

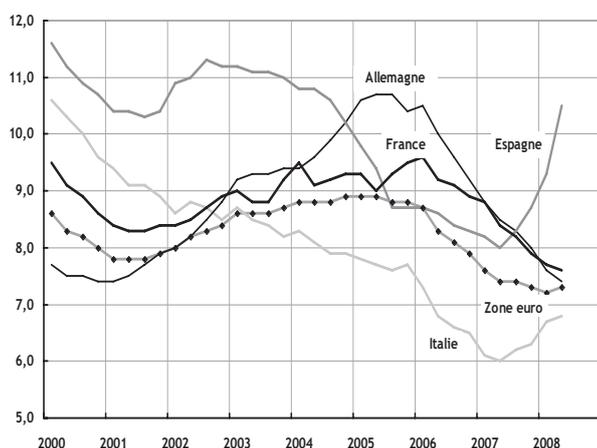
La croissance dans la zone euro a, comme en France, connu un repli au 2^{ème} trimestre 2008 : -0,2 %, après +0,7 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le PIB de la zone euro s'est ainsi établi à +1,4 %, après +2,1 % au trimestre précédent. Conséquence du fléchissement de l'activité, le taux de chômage en zone euro a légèrement augmenté. Il s'établit désormais à 7,3 % de la population active en moyenne au 2^{ème} trimestre 2008 contre 7,2 % au 1^{er} trimestre 2008, retrouvant ainsi son niveau du second semestre 2007.

Après une performance exceptionnelle au 1^{er} trimestre 2008, l'économie allemande a marqué le pas : le PIB allemand a diminué de -0,5 %, après +1,3 % au trimestre précédent. Le taux de chômage de l'Allemagne a cependant poursuivi sa décline entamée mi-2005. Il s'est établi à 7,4 % au 2^{ème} trimestre 2008, après 7,6 % au trimestre précédent, soit son niveau le plus bas depuis début 2001.

En Italie, après le résultat positif du 1^{er} trimestre 2008 (+0,5 %), l'activité s'est contractée de -0,3 % au 2^{ème} trimestre 2008, en lien avec le recul des dépenses d'investissement en construction, des exportations et de la consommation des ménages. Le taux de chômage italien au sens du BIT s'est établi à 6,8 % au 2^{ème} trimestre 2008, après 6,7 % au 1^{er} trimestre 2008. En Espagne, les difficultés

Graphique 13
Taux de chômage en zone euro

En pourcentage



Source : Eurostat.

Les modalités de revalorisation du SMIC

Depuis 1970, les augmentations du SMIC se font par référence aux prix et à la croissance. Le taux du SMIC est en conséquence revalorisé en fonction de paramètres légalement déterminés :

Le SMIC est indexé sur le coût de la vie : au 1^{er} juillet de chaque année, le SMIC est revalorisé en tenant compte de l'augmentation de mai à mai de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé.

Le SMIC prend en compte la croissance économique : il est pour ce faire lié à l'évolution du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire de base ouvrier. A cet effet, au 1^{er} juillet de chaque année, le SMIC est revalorisé, en plus de l'inflation de mai à mai, de la moitié de l'évolution annuelle du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire de base ouvrier (SHBO) de mars à mars.

Les coups de pouce : le gouvernement est libre de porter le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule mise en œuvre des mécanismes d'indexation légaux, soit en cours d'année, soit à l'occasion du bilan annuel.

Le cas de la revalorisation anticipée : lorsque l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé atteint un niveau correspondant à une hausse d'au moins +2,0% par rapport à l'indice constaté lors de l'établissement de sa dernière revalorisation, le SMIC est revalorisé dans la même proportion à compter du 1^{er} jour du mois qui suit la publication de l'indice donnant lieu au relèvement.

Ainsi, le 1^{er} mai 2008 le montant du SMIC horaire brut a été revalorisé de manière anticipée et fixé à 8,63 € selon le calcul suivant :

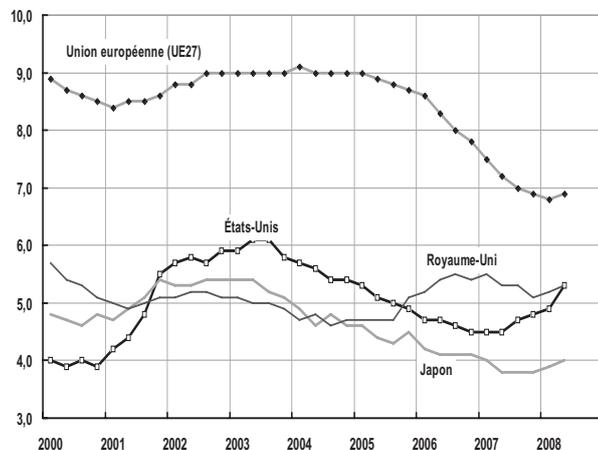
● L'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé a atteint en avril 2008 le niveau de 177,75. L'augmentation de l'indice par rapport à celui de mai 2007 a donc été de : $177,75 / 114,71 - 1 = 2,3 \%$

● Le montant antérieur du SMIC s'établissant à 8,44€, le nouveau montant du SMIC a donc été fixé à $8,44 * 1,023 = 8,634$ arrondi à 8,63 €

Il n'y avait pas eu de hausse anticipée du SMIC depuis 1996. Au 1^{er} juillet 2008, le SMIC a été ensuite revalorisé de 0,9%, pour s'établir à 8,71 euros de l'heure. Seule l'inflation d'avril à mai a été prise en compte dans le calcul de cette deuxième revalorisation, l'évolution du pouvoir d'achat du SHBO ayant été négative de mars 2007 à mars 2008.

Graphique 14
Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

que traversent les secteurs financier et immobilier ont pesé sur la croissance : +0,1 %, après +0,3 % au 1^{er} trimestre 2008. Le taux de chômage espagnol a en conséquence poursuivi sa hausse amorcée mi-2007, passant de 9,3 % au 1^{er} trimestre 2008 à 10,5 % au 2^{ème} trimestre 2008.

Au Royaume-Uni, où les conséquences de la crise financière et le retournement du marché immobilier se font également sentir, la croissance du PIB a stagné : +0,0 % au 2^{ème} trimestre 2008 après +0,3 % au 1^{er} trimestre 2008. Le taux de chômage au 2^{ème} trimestre 2008 s'est élevé à 5,3 % après 5,2 % au trimestre précédent.

Aux États-Unis, la croissance a connu un rythme soutenu au 2^{ème} trimestre 2008 en raison de l'effet favorable des baisses d'impôt sur la consommation des ménages et de la bonne tenue des échanges extérieurs (+0,8 %, après +0,2 % au 1^{er} trimestre 2008). Le taux de chômage américain n'a toutefois pas profité de ce regain d'activité : il s'est élevé à 5,3 % au 2^{ème} trimestre 2008, après 4,9 % au trimestre précédent.

Au Japon, l'activité a fortement baissé : -0,6 % au 2^{ème} trimestre 2008, après +0,8 % au trimestre précédent. Ce recul de l'activité a entraîné une légère hausse du taux de chômage, passant de 3,9 % à 4,0 %.

Dares*

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Juliette Ponceau et Amandine Schreiber, composée de :

Anne-Juliette Bessone, Olivier Biau, Jérôme Domens, Nathalie Dubreu, Olivier Monneraye et Xavier Viney.

Références

- [1] Domens, J., Ponceau J. [2008] « L'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2008 » *Premières Informations*, n°37-3, septembre.
- [2] Domens, J. [2008] « L'emploi intérimaire au 2^{ème} trimestre 2008 » *Premières Informations*, n° 41.2, octobre.
- [3] Domens, J. [2008] « L'intérim en 2007 : en forte croissance » *Premières Informations*, n°36.1, septembre.
- [4] Dubreu, N. [2008] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 2^{ème} trimestre 2008 - Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°38.1, septembre.
- [5] Dares [2008] « Le marché du travail en juin 2008 » *Premières Informations*, n°32.1, juillet.
- [6] Dares [2008] « Les tensions sur le marché du travail au 2^{ème} trimestre 2008 » *Premières Informations*, à paraître.
- [7] Dares [2008] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1^{er} trimestre 2008 – Bonne tenue de l'emploi et de l'activité », *Premières Informations*, n°29.1, avril.
- [8] Acoos [2008] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 2^{ème} trimestre 2008 » *Acoos Stat – Conjoncture*, n°70, septembre.
- [9] Cnis (2008), « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.
- [10] Thélot, H. (2008), « Aux frontières de l'emploi, du chômage et de l'inactivité », *Insee Première* n°1207, août.
- [11] Insee (2008), « Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi au 2^{ème} trimestre 2008) », *Informations Rapides* n°237, septembre.
- [12] Dares [2007-08] « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi 2005 à la fin 2006 » Document d'étude, n°128, août.
- [13] Dares [2008], « Emploi, chômage, population active : un bilan des évolutions 2005-2007 », *Premières Synthèses*, n°26.1, juin.
- [14] Insee [2008], *Note de conjoncture de juin*.
- [15] Eurostat [2008] « Août 2008 : le chômage en hausse à 7,5% dans la zone euro. Stable à 6,9% dans l'UE27 » *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°136/2008, octobre.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité - Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43. Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et de l'emploi Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : dares.communication@dares.travail.gouv.fr. Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.